



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Budget Implementation Act, 2019, No. 1

Loi n^o 1 d'exécution du budget de 2019

S.C. 2019, c. 29

L.C. 2019, ch. 29

Current to October 5, 2020

À jour au 5 octobre 2020

Last amended on June 10, 2020

Dernière modification le 10 juin 2020

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to October 5, 2020. The last amendments came into force on June 10, 2020. Any amendments that were not in force as of October 5, 2020 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

Shaded provisions in this document are not in force.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

Incompatibilité – lois

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 5 octobre 2020. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 10 juin 2020. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 5 octobre 2020 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

Les dispositions ombrées dans ce document ne sont pas en vigueur.

TABLE OF PROVISIONS

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 19, 2019 and other measures

	Short Title
1	Short title
	PART 1
	Income Tax Act and Other Legislation
	Income Tax Act
	Canada Pension Plan
	Amendments to the Act
	Coming into Force
*47	Non-application — subsection 114(2) of Canada Pension Plan
	Cultural Property Export and Import Act
	Employment Insurance Act
	Income Tax Regulations
	PART 2
	GST/HST Measures
	Excise Tax Act
	Streamlined Accounting (GST/HST) Regulations
	PART 3
	Excise Act, 2001

TABLE ANALYTIQUE

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 mars 2019 et mettant en œuvre d'autres mesures

	Titre abrégé
1	Titre abrégé
	PARTIE 1
	Loi de l'impôt sur le revenu et autres textes
	Loi de l'impôt sur le revenu
	Régime de pensions du Canada
	Modification de la loi
	Entrée en vigueur
*47	Non-application du paragraphe 114(2) du Régime de pensions du Canada
	Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels
	Loi sur l'assurance-emploi
	Règlement de l'impôt sur le revenu
	PARTIE 2
	Mesures relatives à la TPS/TVH
	Loi sur la taxe d'accise
	Règlement sur la comptabilité abrégée (TPS/TVH)
	PARTIE 3
	Loi de 2001 sur l'accise

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

Financial Sector

SUBDIVISION A

Bank Act

Amendments to the Act

An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions

Coordinating Amendments

SUBDIVISION B

Canadian Payments Act

Amendments to the Act

Coming into Force

*97 Order in council

DIVISION 2

Strengthening Anti-Money Laundering and Anti-Terrorist Financing Regime

SUBDIVISION A

Canada Business Corporations Act

Amendments to the Act

Coming into Force

*102 2018, c. 27 or royal assent.

SUBDIVISION B

Criminal Code

SUBDIVISION C

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

SUBDIVISION D

Seized Property Management Act

Amendments to the Act

Consequential Amendments

Criminal Code

Crimes Against Humanity and War Crimes Act

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

PARTIE 4

Mesures diverses

SECTION 1

Secteur financier

SOUS-SECTION A

Loi sur les banques

Modification de la loi

Loi modifiant certaines lois relatives aux institutions financières

Dispositions de coordination

SOUS-SECTION B

Loi canadienne sur les paiements

Modification de la loi

Entrée en vigueur

*97 Décret

SECTION 2

Renforcer le régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

SOUS-SECTION A

Loi canadienne sur les sociétés par actions

Modification de la loi

Entrée en vigueur

*102 2018, ch. 27 ou sanction.

SOUS-SECTION B

Code criminel

SOUS-SECTION C

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

SOUS-SECTION D

Loi sur l'administration des biens saisis

Modification de la loi

Modifications corrélatives

Code criminel

Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

DIVISION 3		SECTION 3	
Employment Equity Act		Loi sur l'équité en matière d'emploi	
Amendment to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*128 Order in council		*128 Décret	
DIVISION 4		SECTION 4	
Payments		Paielements	
Climate Action Support		Agir pour le climat	
129 Definitions		129 Définitions	
Payment in Relation to Infrastructure		Paielement en matière d'infrastructures	
130 Maximum payment of \$2,200,000,000		130 Paielement maximal de 2 200 000 000 \$	
Federation of Canadian Municipalities		Fédération canadienne des municipalités	
131 Maximum payment of \$950,000,000		131 Paielement maximal de 950 000 000 \$	
Shock Trauma Air Rescue Service		Shock Trauma Air Rescue Service	
132 Maximum payment of \$65,000,000		132 Paielement maximal de 65 000 000 \$	
DIVISION 5		SECTION 5	
Enhancing Retirement Security		Amélioration de la sécurité de la retraite	
Bankruptcy and Insolvency Act		Loi sur la faillite et l'insolvabilité	
Companies' Creditors Arrangement Act		Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies	
Canada Business Corporations Act		Loi canadienne sur les sociétés par actions	
Pension Benefits Standards Act, 1985		Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension	
Transitional Provisions		Dispositions transitoires	
Coordinating Amendments		Dispositions de coordination	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
*152 Order in council		*152 Décret	
DIVISION 6		SECTION 6	
Canada Pension Plan		Régime de pensions du Canada	
Amendments to the Act		Modification de la loi	
Coming into Force		Entrée en vigueur	
155 January 1, 2020		155 1 ^{er} janvier 2020	
DIVISION 7		SECTION 7	
Old Age Security Act		Loi sur la sécurité de la vieillesse	
DIVISION 8		SECTION 8	
Non-permitted Surplus		Surplus non autorisé	
Canadian Forces Superannuation Act		Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes	

Public Service Superannuation Act	Loi sur la pension de la fonction publique
Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act	Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada
DIVISION 9	SECTION 9
Regulatory Modernization	Modernisation de la réglementation
SUBDIVISION A	SOUS-SECTION A
Bankruptcy and Insolvency Act	Loi sur la faillite et l'insolvabilité
SUBDIVISION B	SOUS-SECTION B
Electricity and Gas Inspection Act	Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz
SUBDIVISION C	SOUS-SECTION C
Food and Drugs Act	Loi sur les aliments et drogues
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
180 Clinical trials — certain drugs	180 Essai clinique — certaines drogues
181 Studies — positron-emitting radiopharmaceuticals	181 Étude — produits pharmaceutiques radioactifs émetteurs de positrons
182 Clinical trials — natural health products	182 Essai clinique — produits de santé naturels
183 Investigational testing — certain medical devices	183 Essai expérimental — certains instruments médicaux
Coming into Force	Entrée en vigueur
*184 Order in council	*184 Décret
SUBDIVISION D	SOUS-SECTION D
Importation of Intoxicating Liquors Act	Loi sur l'importation des boissons enivrantes
SUBDIVISION E	SOUS-SECTION E
Precious Metals Marking Act	Loi sur le poinçonnage des métaux précieux
SUBDIVISION F	SOUS-SECTION F
Textile Labelling Act	Loi sur l'étiquetage des textiles
SUBDIVISION G	SOUS-SECTION G
Weights and Measures Act	Loi sur les poids et mesures
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*197 May 20, 2019 or royal assent	*197 20 mai 2019 ou sanction
SUBDIVISION H	SOUS-SECTION H
Hazardous Materials Information Review Act	Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Amendments to the Act	Modification de la loi
Transitional Provisions	Dispositions transitoires
206 Definitions	206 Définitions
207 Pending claims for exemption	207 Demandes pendantes
208 Appeals	208 Appels
209 Liability	209 Responsabilité

210	Representations Coordinating Amendments Coming into Force
*213	Order in council SUBDIVISION I Canada Transportation Act Amendments to the Act Coming into Force
*216	Order in council SUBDIVISION J Pest Control Products Act SUBDIVISION K Quarantine Act SUBDIVISION L Human Pathogens and Toxins Act DIVISION 10 Royal Canadian Mounted Police Act Amendments to the Act Transitional Provision
223	Continuation of members Coming into Force
*224	Order in council DIVISION 11 Pilotage Act Amendments to the Act Transitional Provisions
259	Non-application — subsection 3(3.2)
260	Tariff regulations
261	Licences and pilotage certificates
262	Pending applications
263	Pending hearings
264	Fines
265	Repeal of regulations — section 20 Pilotage Act Consequential Amendments Arctic Waters Pollution Prevention Act Transportation Appeal Tribunal of Canada Act Coordinating Amendment

210	Avis Dispositions de coordination Entrée en vigueur
*213	Décret SOUS-SECTION I Loi sur les transports au Canada Modification de la loi Entrée en vigueur
*216	Décret SOUS-SECTION J Loi sur les produits antiparasitaires SOUS-SECTION K Loi sur la mise en quarantaine SOUS-SECTION L Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines SECTION 10 Loi sur la Gendarmerie royale du Canada Modification de la loi Disposition transitoire
223	Maintien en poste Entrée en vigueur
*224	Décret SECTION 11 Loi sur le pilotage Modification de la loi Dispositions transitoires
259	Non-application du paragraphe 3(3.2)
260	Règlements sur les tarifs
261	Brevets et certificats de pilotage
262	Demandes en traitement
263	Demandes en instance
264	Amendes
265	Abrogation de règlements — article 20 de la Loi sur le pilotage Modifications corrélatives Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada Disposition de coordination

	Coming into Force		Entrée en vigueur
*269	Order in council	*269	Décret
	DIVISION 12		SECTION 12
	Security Screening Services Commercialization		Commercialisation des services de contrôle de sûreté
	Security Screening Services Commercialization Act		Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
	Aeronautics Act		Loi sur l'aéronautique
	Financial Administration Act		Loi sur la gestion des finances publiques
	Canada Transportation Act		Loi sur les transports au Canada
	Secure Air Travel Act		Loi sur la sûreté des déplacements aériens
	Coming into Force		Entrée en vigueur
279	Transfer date	279	Date de cession
	DIVISION 13		SECTION 13
	Aviation Industry Indemnity Act		Loi sur l'indemnisation de l'industrie aérienne
	DIVISION 14		SECTION 14
	Transportation Appeal Tribunal of Canada Act		Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada
	DIVISION 15		SECTION 15
	Immigration and Citizenship Representation or Advice		Représentation ou conseil en matière d'immigration et de citoyenneté
291	Purpose of Division	291	Objet de la présente section
	Enactment of Act		Édiction de la loi
	Related Amendments		Modifications connexes
	Citizenship Act		Loi sur la citoyenneté
	Immigration and Refugee Protection Act		Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
	Consequential Amendments		Modifications corrélatives
	Access to Information Act		Loi sur l'accès à l'information
	Privacy Act		Loi sur la protection des renseignements personnels
	Coming into Force		Entrée en vigueur
300	Order in council	300	Décret
	DIVISION 16		SECTION 16
	Immigration and Refugee Protection Act		Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés
	Amendments to the Act		Modification de la loi
	Transitional Provisions		Dispositions transitoires
309	Prior claim for refugee protection made to another country	309	Demandes d'asile faites à un autre pays

Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
DIVISION 17	SECTION 17
Federal Courts Act	Loi sur les Cours fédérales
DIVISION 18	SECTION 18
National Housing Act	Loi nationale sur l'habitation
DIVISION 19	SECTION 19
National Housing Strategy Act	Loi sur la stratégie nationale sur le logement
Enactment of Act	Édiction de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*314 Order in council	*314 Décret
DIVISION 20	SECTION 20
Poverty Reduction Act	Loi sur la réduction de la pauvreté
Enactment of Act	Édiction de la loi
Repeal	Abrogation
Coming into Force	Entrée en vigueur
*317 Order in council	*317 Décret
DIVISION 21	SECTION 21
Veterans Well-being Act	Loi sur le bien-être des vétérans
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
322 July 5, 2019	322 5 juillet 2019
DIVISION 22	SECTION 22
Student Loans	Prêts aux étudiants
Canada Student Loans Act	Loi fédérale sur les prêts aux étudiants
Canada Student Financial Assistance Act	Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants
Coming into Force	Entrée en vigueur
327 November 1, 2019	327 1 ^{er} novembre 2019
DIVISION 23	SECTION 23
Canada National Parks Act	Loi sur les parcs nationaux du Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*333 Order in council	*333 Décret
DIVISION 24	SECTION 24
Parks Canada Agency Act	Loi sur l'Agence Parcs Canada
Amendments to the Act	Modification de la loi

Coming into Force
335 April 1, 2021

DIVISION 25
Various Measures Related to Indigenous Matters

SUBDIVISION A
Department of Indigenous Services Act

Enactment of Act
Coming into Force
***336.1** Order in council — July 15, 2019

SUBDIVISION B
Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act

Enactment of Act
Coming into Force
***337.1** Order in council — July 15, 2019

SUBDIVISION C
Transitional Provisions, Consequential Amendments, Coordinating Amendments and Repeal

Transitional Provisions
Indigenous Services

338 Minister

339 Transfer of appropriations

340 Validation of acts and decisions
Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs

341 Minister of Crown-Indigenous Relations

342 Transfer of appropriations

343 Validation of acts and decisions — Crown-Indigenous Relations

344 Validation of acts and decisions — Northern Affairs

References and Regulations

345 References — certain agreements

346 Regulations
Consequential Amendments
Access to Information Act
Financial Administration Act
Indian Act
Privacy Act
Salaries Act

Entrée en vigueur
335 1^{er} avril 2021

SECTION 25
Mesures diverses en matière autochtone

SOUS-SECTION A
Loi sur le ministère des Services aux Autochtones

Édiction de la loi
Entrée en vigueur
***336.1** Décret : 15 juillet 2019

SOUS-SECTION B
Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Édiction de la loi
Entrée en vigueur
***337.1** Décret : 15 juillet 2019

SOUS-SECTION C
Dispositions transitoires, modifications corrélatives, dispositions de coordination et abrogation

Dispositions transitoires
Services aux Autochtones

338 Ministre

339 Transfert de crédits

340 Validation des actes et décisions
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

341 Ministre des Relations Couronne-Autochtones

342 Transfert de crédits

343 Validation des actes et décisions : relations Couronne-Autochtones

344 Validation des actes et décisions : Affaires du Nord
Mentions et règlements

345 Mentions dans certains accords

346 Règlements
Modifications corrélatives
Loi sur l'accès à l'information
Loi sur la gestion des finances publiques
Loi sur les Indiens
Loi sur la protection des renseignements personnels
Loi sur les traitements

Dominion Water Power Act	Loi sur les forces hydrauliques du Canada
Public Sector Compensation Act	Loi sur la rémunération du secteur public
Yukon First Nations Self-Government Act	Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon
Federal Real Property and Federal Immovables Act	Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux
First Nations Financial Transparency Act	Loi sur la transparence financière des Premières Nations
Indian Act Amendment and Replacement Act	Loi sur la modification et le remplacement de la Loi sur les Indiens
Terminology	Modifications terminologiques
Coordinating Amendments	Dispositions de coordination
Repeal	Abrogation
Coming into Force	Entrée en vigueur
*383 Order in council — July 15, 2019	*383 Décret : 15 juillet 2019
SUBDIVISION D	SOUS-SECTION D
Various Amendments	Modifications diverses
First Nations Land Management Act	Loi sur la gestion des terres des premières nations
First Nations Oil and Gas and Moneys Management Act	Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières Nations
Addition of Lands to Reserves and Reserve Creation Act	Loi sur l'ajout de terres aux réserves et la création de réserves
DIVISION 26	SECTION 26
Federal Prompt Payment for Construction Work Act	Loi fédérale sur le paiement rapide des travaux de construction
Enactment of Act	Édiction de la loi
Coming into Force	Entrée en vigueur
*388 Order in council	*388 Décret
SCHEDULE 1	ANNEXE 1
SCHEDULE 2	ANNEXE 2
SCHEDULE 3	ANNEXE 3
SCHEDULE 4	ANNEXE 4



S.C. 2019, c. 29

L.C. 2019, ch. 29

An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 19, 2019 and other measures

Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 mars 2019 et mettant en œuvre d'autres mesures

[Assented to 21st June 2019]

[Sanctionnée le 21 juin 2019]

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Short Title

Titre abrégé

Short title

1 This Act may be cited as the *Budget Implementation Act, 2019, No. 1*.

Titre abrégé

1 *Loi n^o 1 d'exécution du budget de 2019.*

PART 1

PARTIE 1

Income Tax Act and Other Legislation

Loi de l'impôt sur le revenu et autres textes

R.S., c. 1 (5th Supp.).

L.R., ch. 1 (5^e suppl.).

Income Tax Act

Loi de l'impôt sur le revenu

2 [Amendments]

2 [Modifications]

3 [Amendments]

3 [Modifications]

4 [Amendments]

4 [Modifications]

5 [Amendments]

5 [Modifications]

6 [Amendments]

6 [Modifications]

7 [Amendments]

7 [Modifications]

8 [Amendments]

8 [Modifications]

- 9 [Amendments]**
- 10 [Amendments]**
- 11 [Amendments]**
- 12 [Amendments]**
- 13 [Amendments]**
- 14 [Amendments]**
- 15 [Amendments]**
- 16 [Amendments]**
- 17 [Amendments]**
- 18 [Amendments]**
- 19 [Amendments]**
- 20 [Amendments]**
- 21 [Amendments]**
- 22 [Amendments]**
- 23 [Amendments]**
- 24 [Amendments]**
- 25 [Amendments]**
- 26 [Amendments]**
- 27 [Amendments]**
- 28 [Amendments]**
- 29 [Amendments]**
- 30 [Amendments]**
- 31 [Amendments]**
- 32 [Amendments]**
- 33 [Amendments]**
- 34 [Amendments]**
- 35 [Amendments]**
- 36 [Amendments]**
- 37 [Amendments]**
- 38 [Amendments]**

- 9 [Modifications]**
- 10 [Modifications]**
- 11 [Modifications]**
- 12 [Modifications]**
- 13 [Modifications]**
- 14 [Modifications]**
- 15 [Modifications]**
- 16 [Modifications]**
- 17 [Modifications]**
- 18 [Modifications]**
- 19 [Modifications]**
- 20 [Modifications]**
- 21 [Modifications]**
- 22 [Modifications]**
- 23 [Modifications]**
- 24 [Modifications]**
- 25 [Modifications]**
- 26 [Modifications]**
- 27 [Modifications]**
- 28 [Modifications]**
- 29 [Modifications]**
- 30 [Modifications]**
- 31 [Modifications]**
- 32 [Modifications]**
- 33 [Modifications]**
- 34 [Modifications]**
- 35 [Modifications]**
- 36 [Modifications]**
- 37 [Modifications]**
- 38 [Modifications]**

39 [Amendments]

40 [Amendments]

41 [Amendments]

42 [Amendments]

43 [Amendments]

44 [Amendments]

R.S., c. C-8.

Canada Pension Plan

Amendments to the Act

45 [Amendments]

46 [Amendments]

Coming into Force

Non-application — subsection 114(2) of *Canada Pension Plan*

'47 (1) Subsection 114(2) of the *Canada Pension Plan* does not apply in respect of the amendments to that Act contained in sections 45 and 46 of this Act.

Order in council

(2) Sections 45 and 46 come into force, in accordance with subsection 114(4) of the *Canada Pension Plan*, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 45 and 46 in force March 1, 2020, see SI/2020-21.]

R.S., c. C-51.

Cultural Property Export and Import Act

48 [Amendments]

49 [Amendments]

1996, c. 23.

Employment Insurance Act

50 [Amendments]

51 [Amendments]

39 [Modifications]

40 [Modifications]

41 [Modifications]

42 [Modifications]

43 [Modifications]

44 [Modifications]

L.R., ch. C-8.

Régime de pensions du Canada

Modification de la loi

45 [Modifications]

46 [Modifications]

Entrée en vigueur

Non-application du paragraphe 114(2) du *Régime de pensions du Canada*

'47 (1) Le paragraphe 114(2) du *Régime de pensions du Canada* ne s'applique pas aux modifications qui sont apportées à cette loi par les articles 45 et 46 de la présente loi.

Décret

(2) Les articles 45 et 46 entrent en vigueur, conformément au paragraphe 114(4) du *Régime de pensions du Canada*, à la date fixée par décret.

* [Note: Articles 45 et 46 en vigueur le 1^{er} mars 2020, voir TR/2020-21.]

L.R., ch. C-51.

Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels

48 [Modifications]

49 [Modifications]

1996, ch. 23.

Loi sur l'assurance-emploi

50 [Modifications]

51 [Modifications]

C.R.C., c. 945.

Income Tax Regulations

52 [Amendments]

53 [Amendments]

54 [Amendments]

55 [Amendments]

56 [Amendments]

57 [Amendments]

58 [Amendments]

59 [Amendments]

60 [Amendments]

61 [Amendments]

62 [Amendments]

63 [Amendments]

64 [Amendments]

65 [Amendments]

66 [Amendments]

67 [Amendments]

68 [Amendments]

69 [Amendments]

PART 2

GST/HST Measures

R.S., c. E-15.

Excise Tax Act

70 [Amendments]

71 [Amendments]

72 [Amendments]

73 [Amendments]

74 [Amendments]

C.R.C., ch. 945.

Règlement de l'impôt sur le revenu

52 [Modifications]

53 [Modifications]

54 [Modifications]

55 [Modifications]

56 [Modifications]

57 [Modifications]

58 [Modifications]

59 [Modifications]

60 [Modifications]

61 [Modifications]

62 [Modifications]

63 [Modifications]

64 [Modifications]

65 [Modifications]

66 [Modifications]

67 [Modifications]

68 [Modifications]

69 [Modifications]

PARTIE 2

Mesures relatives à la TPS/TVH

L.R., ch. E-15.

Loi sur la taxe d'accise

70 [Modifications]

71 [Modifications]

72 [Modifications]

73 [Modifications]

74 [Modifications]

75 [Amendments]

76 [Amendments]

77 [Amendments]

78 [Amendments]

79 [Amendments]

SOR/91-51; SOR/2006-162, s. 6.

Streamlined Accounting (GST/HST)
Regulations

80 [Amendments]

PART 3

2002, c. 22.

Excise Act, 2001

81 [Amendments]

82 [Amendments]

83 [Amendments]

84 [Amendments]

85 [Amendments]

86 [Amendments]

PART 4

Various Measures

DIVISION 1

Financial Sector

SUBDIVISION A

1991, c. 46.

Bank Act

Amendments to the Act

87 [Amendments]

88 [Amendments]

75 [Modifications]

76 [Modifications]

77 [Modifications]

78 [Modifications]

79 [Modifications]

DORS/91-51; DORS/2006-162, art. 6.

Règlement sur la comptabilité
abrégée (TPS/TVH)

80 [Modifications]

PARTIE 3

2002, ch. 22.

Loi de 2001 sur l'accise

81 [Modifications]

82 [Modifications]

83 [Modifications]

84 [Modifications]

85 [Modifications]

86 [Modifications]

PARTIE 4

Mesures diverses

SECTION 1

Secteur financier

SOUS-SECTION A

1991, ch. 46.

Loi sur les banques

Modification de la loi

87 [Modifications]

88 [Modifications]

89 [Amendments]

90 [Amendments]

2005, c. 54.

An Act to amend certain Acts in relation to financial institutions

91 [Amendments]

Coordinating Amendments

92 [Amendments]

SUBDIVISION B

R.S., c. C-21; 2001, c. 9, s. 218.

Canadian Payments Act

Amendments to the Act

93 [Amendments]

94 [Amendments]

95 [Amendments]

96 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***97 This Subdivision comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Subdivision B not in force.]

89 [Modifications]

90 [Modifications]

2005, ch. 54.

Loi modifiant certaines lois relatives aux institutions financières

91 [Modifications]

Dispositions de coordination

92 [Modifications]

SOUS-SECTION B

L.R., ch. C-21; 2001, ch. 9, art. 218.

Loi canadienne sur les paiements

Modification de la loi

93 [Modifications]

94 [Modifications]

95 [Modifications]

96 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***97 La présente sous-section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Sous-section B non en vigueur.]

DIVISION 2

Strengthening Anti-Money Laundering and Anti-Terrorist Financing Regime

SUBDIVISION A

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F).

Canada Business Corporations Act

Amendments to the Act

98 [Amendments]

99 [Amendments]

100 [Amendments]

101 [Amendments]

Coming into Force

2018, c. 27 or royal assent.

***102 This Subdivision comes into force on the later of the day on which section 183 of the *Budget Implementation Act, 2018, No. 2* comes into force and the day on which this Act receives royal assent.**

* [Note: Subdivision A in force on assent June 21, 2019.]

SUBDIVISION B

R.S., c. C-46.

Criminal Code

103 [Amendments]

SUBDIVISION C

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

104 [Amendments]

105 [Amendments]

SECTION 2

Renforcer le régime de lutte contre le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

SOUS-SECTION A

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F).

Loi canadienne sur les sociétés par actions

Modification de la loi

98 [Modifications]

99 [Modifications]

100 [Modifications]

101 [Modifications]

Entrée en vigueur

2018, ch. 27 ou sanction.

***102 La présente sous-section entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 183 de la *Loi n° 2 d'exécution du budget de 2018* ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.**

* [Note : Sous-section A en vigueur à la sanction le 21 juin 2019.]

SOUS-SECTION B

L.R., ch. C-46.

Code criminel

103 [Modifications]

SOUS-SECTION C

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

104 [Modifications]

105 [Modifications]

106 [Amendments]

107 [Amendments]

108 [Amendments]

109 [Amendments]

110 [Amendments]

111 [Amendments]

SUBDIVISION D

1993, c. 37.

Seized Property Management Act

Amendments to the Act

112 [Amendments]

113 [Amendments]

114 [Amendments]

115 [Amendments]

116 [Amendments]

117 [Amendments]

118 [Amendments]

119 [Amendments]

120 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. C-46.

Criminal Code

121 [Amendments]

2000, c. 24.

Crimes Against Humanity and War Crimes Act

122 [Amendments]

123 [Amendments]

106 [Modifications]

107 [Modifications]

108 [Modifications]

109 [Modifications]

110 [Modifications]

111 [Modifications]

SOUS-SECTION D

1993, ch. 37.

Loi sur l'administration des biens saisis

Modification de la loi

112 [Modifications]

113 [Modifications]

114 [Modifications]

115 [Modifications]

116 [Modifications]

117 [Modifications]

118 [Modifications]

119 [Modifications]

120 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. C-46.

Code criminel

121 [Modifications]

2000, ch. 24.

Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre

122 [Modifications]

123 [Modifications]

2000, c. 17; 2001, c. 41, s. 48.

Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act

124 [Amendments]

125 [Amendments]

126 [Amendments]

DIVISION 3

1995, c. 44.

Employment Equity Act Amendment to the Act

127 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***128 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 3 not in force.]

DIVISION 4

Payments

Climate Action Support

Definitions

129 (1) The following definitions apply in this section.

***specified Minister* means a minister specified by the Minister of Finance under subsection (2). (*ministre responsable*)**

***specified period* means a period specified by the Minister of Finance under subsection (3). (*période déterminée*)**

***specified province* means a province specified by the Minister of Finance under subsection (3). (*province déterminée*)**

2000, ch. 17; 2001, ch. 41, art. 48.

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

124 [Modifications]

125 [Modifications]

126 [Modifications]

SECTION 3

1995, ch. 44.

Loi sur l'équité en matière d'emploi Modification de la loi

127 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***128 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 3 non en vigueur.]

SECTION 4

Paiements

Agir pour le climat

Définitions

129 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

***ministre responsable* Ministre désigné par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (2). (*specified Minister*)**

***période déterminée* Période établie par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3). (*specified period*)**

***province déterminée* Province désignée par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3). (*specified province*)**

Authority of Minister of Finance

(2) The Minister of Finance may specify the ministers who may requisition a payment out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (5) in respect of a specified period.

Authority of Minister of Finance

(3) For each specified Minister, the Minister of Finance may specify amounts that may be paid out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (5) and the province and period in respect of which the amounts are to be paid, subject to any terms and conditions that the Minister of Finance may stipulate.

Maximum – province and period

(4) The total of all amounts that may be specified by the Minister of Finance under subsection (3) in respect of a specified province and specified period must not exceed the amount determined by the formula

$$A + B$$

where

A is the amount determined by the formula

$$C - D$$

where

C is the estimate of the charges to be levied by Her Majesty in right of Canada under Part 1 of the *Greenhouse Gas Pollution Pricing Act* in respect of the specified province and the specified period less the estimate of all amounts (other than the amount determined under the description of D) in respect of the charges to be rebated, refunded or remitted under Part 1 of that Act, or under any other Act of Parliament, in respect of the specified province and the specified period, and

D is the estimate of all amounts to be deemed by subsection 122.8(6) of the *Income Tax Act* to have been paid as a rebate in respect of the specified province and the specified period; and

B is the amount determined by the formula

$$[(E - F) - G] - H$$

where

E is the estimate of the charges levied, or to be levied, by Her Majesty in right of

Pouvoir – ministre des Finances

(2) Le ministre des Finances peut désigner les ministres qui peuvent, au titre du paragraphe (5), faire une demande de prélèvement sur le Trésor à l'égard d'une période déterminée.

Pouvoir de fixer les modalités

(3) Le ministre des Finances peut fixer pour chaque ministre responsable des sommes pouvant, conformément au paragraphe (5), être prélevées sur le Trésor ainsi qu'il peut établir la période et désigner la province à l'égard desquelles ces sommes sont à verser. Il peut aussi établir d'autres modalités relativement à ces prélèvements.

Plafond par province et période

(4) Le total des sommes pouvant être fixées par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3) à l'égard d'une province déterminée et d'une période déterminée ne peut excéder le montant obtenu par la formule suivante :

$$A + B$$

où :

A représente le montant obtenu par la formule suivante :

$$C - D$$

où :

C représente l'estimation des redevances à prélever par Sa Majesté du Chef du Canada en application de la partie 1 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* à l'égard de cette province et de cette période, déduction faite de l'estimation des montants relativement à la redevance (sauf les montants visés à l'élément D) qui seront remboursés ou remis à l'égard de cette période et de cette province en application de cette partie ou de toute autre loi fédérale,

D l'estimation des montants qui seront réputés être, en application du paragraphe 122.8(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des remboursements à l'égard de cette province et de cette période;

B le montant obtenu par la formule suivante :

$$[(E - F) - G] - H$$

où :

Canada under Part 1 of the *Greenhouse Gas Pollution Pricing Act* in respect of the specified province and all previous specified periods less the estimate of all amounts (other than the amount determined under the description of F) in respect of the charges that are, or are to be, rebated, refunded or remitted under Part 1 of that Act, or under any other Act of Parliament, in respect of the specified province and all previous specified periods,

- F is the estimate of all amounts deemed, or to be deemed, by subsection 122.8(6) of the *Income Tax Act* to have been paid as a rebate in respect of the specified province and all previous specified periods,
- G is the estimate of all sums paid, or to be paid, out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (5) in respect of the specified province and all previous specified periods, and
- H is the total of all amounts distributed by the Minister of National Revenue under subsection 165(2) of the *Greenhouse Gas Pollution Pricing Act* in respect of the specified province and all previous specified periods.

Payment out of Consolidated Revenue Fund

(5) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of a specified Minister, in respect of a specified province and specified period and in accordance with any terms and conditions stipulated by the Minister of Finance under subsection (3), sums not exceeding in the aggregate the amount specified by the Minister of Finance under that subsection in respect of that specified Minister, province and period.

Deemed rebate — fuel charges

(6) An amount paid out of the Consolidated Revenue Fund under subsection (5) in respect of a specified province and specified period is deemed, except for the purposes of subsection (4), to have been paid in that period as a rebate in respect of charges levied under Part 1 of the *Greenhouse Gas Pollution Pricing Act* in respect of that province.

- E représente l'estimation des redevances prélevées ou à prélever par Sa Majesté du Chef du Canada en application de la partie 1 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* à l'égard de cette province et de toute période déterminée précédente, déduction faite de l'estimation des montants relativement à la redevance (sauf les montants visés à l'élément F) qui ont été remboursés ou remis, ou qui le seront, à l'égard et de cette province et de toute période déterminée précédente en application de cette partie ou de toute autre loi fédérale,
- F l'estimation des montants qui sont ou seront réputés être, en application du paragraphe 122.8(6) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, des remboursements à l'égard de cette province et de toute période déterminée précédente,
- G l'estimation des sommes prélevées ou à prélever sur le Trésor au titre du paragraphe (5) à l'égard de cette province et de toute période déterminée précédente,
- H le total des montants distribués par le ministre du Revenu national en application du paragraphe 165(2) de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* à l'égard de cette province et de toute période déterminée précédente.

Paiements sur le Trésor

(5) À la demande d'un ministre responsable, il peut être prélevé sur le Trésor à l'égard d'une province déterminée et d'une période déterminée, et sous réserve des autres modalités établies par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3), des sommes n'excédant pas le total des sommes fixées par le ministre des Finances en vertu de ce paragraphe pour ce ministre responsable à l'égard de cette province et de cette période.

Présomption de remboursement — redevances sur les combustibles

(6) Toute somme prélevée sur le Trésor au titre du paragraphe (5) à l'égard d'une province déterminée et d'une période déterminée est réputée, sauf pour l'application du paragraphe (4), être un remboursement effectué au cours de cette période relativement aux redevances prélevées en

Payment in Relation to Infrastructure

Maximum payment of \$2,200,000,000

130 Despite section 161 of the *Keeping Canada's Economy and Jobs Growing Act*, as amended by section 233 of the *Economic Action Plan 2013 Act, No. 1*, there may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Infrastructure and Communities or the Minister of Indigenous Services, in accordance with terms and conditions approved by the Treasury Board, in addition to the sum referred to in that section 161, a sum not exceeding \$2,200,000,000 to provinces, territories, municipalities, municipal associations, provincial, territorial and municipal entities and First Nations for the purpose of municipal, regional and First Nations infrastructure.

2019, c. 29, ss. 130, 381.

Federation of Canadian Municipalities

Maximum payment of \$950,000,000

131 (1) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Natural Resources, in accordance with the terms and conditions provided for in the agreement referred to in subsection (2), a sum not exceeding \$950,000,000 to the Federation of Canadian Municipalities for the purpose of providing funding to the Green Municipal Fund.

Terms and conditions

(2) The Minister of Natural Resources may, with the approval of the Treasury Board, at any time, including before this section comes into force, enter into an agreement with the Federation of Canadian Municipalities respecting the terms and conditions applicable to the making of the payment referred to in subsection (1) and its use.

Maximum payment of \$60,000,000

(3) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Infrastructure and Communities, in accordance with the terms and conditions provided

application de la partie 1 de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* à l'égard de cette province.

Paiement en matière d'infrastructures

Paiement maximal de 2 200 000 000 \$

130 Malgré l'article 161 de la *Loi sur le soutien de la croissance de l'économie et de l'emploi au Canada* modifié par l'article 233 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2013*, à la demande du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités ou du ministre des Services aux Autochtones et selon les modalités approuvées par le Conseil du Trésor, il peut être payé sur le Trésor, outre la somme visée à cet article 161, une somme n'excédant pas deux milliards deux cents millions de dollars aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux associations municipales, aux organismes provinciaux, territoriaux et municipaux et aux Premières Nations pour les infrastructures des municipalités, des régions et des Premières Nations.

2019, ch. 29, art. 130 et 381.

Fédération canadienne des municipalités

Paiement maximal de 950 000 000 \$

131 (1) À la demande du ministre des Ressources naturelles et selon les modalités prévues par l'accord mentionné au paragraphe (2), il peut être payé sur le Trésor une somme n'excédant pas neuf cent cinquante millions de dollars à la Fédération canadienne des municipalités afin de fournir du financement au Fonds municipal vert.

Modalités

(2) Le ministre des Ressources naturelles, avec l'approbation du Conseil du Trésor, peut, même avant l'entrée en vigueur du présent article, conclure un accord avec la Fédération canadienne des municipalités concernant les modalités de versement et d'utilisation de la somme visée au paragraphe (1).

Paiement maximal de 60 000 000 \$

(3) À la demande du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités et selon les modalités prévues par l'accord mentionné au paragraphe (4), il peut être payé sur le Trésor une somme n'excédant

for in the agreement referred to in subsection (4), a sum not exceeding \$60,000,000 to the Federation of Canadian Municipalities for the purpose of providing funding to the Asset Management Fund.

Terms and conditions

(4) The Minister of Infrastructure and Communities may, with the approval of the Treasury Board, at any time, including before this section comes into force, enter into an agreement with the Federation of Canadian Municipalities respecting the terms and conditions applicable to the making of the payment referred to in subsection (3) and its use.

Shock Trauma Air Rescue Service

Maximum payment of \$65,000,000

132 (1) There may be paid out of the Consolidated Revenue Fund, on the requisition of the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, in accordance with the terms and conditions provided for in the agreement referred to in subsection (2), a sum not exceeding \$65,000,000 to the Shock Trauma Air Rescue Service for the acquisition of new emergency ambulance helicopters.

Terms and conditions

(2) The Minister of Public Safety and Emergency Preparedness may, with the approval of the Treasury Board, at any time, including before this section comes into force, enter into an agreement with the Shock Trauma Air Rescue Service respecting the terms and conditions applicable to the making of the payment referred to in subsection (1) and its use.

DIVISION 5

Enhancing Retirement Security

R.S., c. B-3; 1992, c. 27, s. 2.

Bankruptcy and Insolvency Act

133 [Amendments]

134 [Amendments]

135 [Amendments]

pas soixante millions de dollars à la Fédération canadienne des municipalités afin de fournir du financement au Fonds de gestion des actifs.

Modalités

(4) Le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, avec l'approbation du Conseil du Trésor, peut, même avant l'entrée en vigueur du présent article, conclure un accord avec la Fédération canadienne des municipalités concernant les modalités de versement et d'utilisation de la somme visée au paragraphe (3).

Shock Trauma Air Rescue Service

Paiement maximal de 65 000 000 \$

132 (1) À la demande du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et selon les modalités prévues par l'accord mentionné au paragraphe (2), il peut être payé sur le Trésor une somme n'excédant pas soixante-cinq millions de dollars au Shock Trauma Air Rescue Service pour l'acquisition de nouveaux hélicoptères-ambulances d'urgence.

Modalités

(2) Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, avec l'approbation du Conseil du Trésor, peut, même avant l'entrée en vigueur du présent article, conclure un accord avec le Shock Trauma Air Rescue Service concernant les modalités de versement et d'utilisation de la somme visée au paragraphe (1).

SECTION 5

Amélioration de la sécurité de la retraite

L.R., ch. B-3; 1992, ch. 27, art. 2.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

133 [Modifications]

134 [Modifications]

135 [Modifications]

R.S., c. C-36.

Companies' Creditors Arrangement Act

136 [Amendments]

137 [Amendments]

138 [Amendments]

139 [Amendments]

140 [Amendments]

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F).

Canada Business Corporations Act

141 [Amendments]

142 [Amendments]

143 [Amendments]

144 [Amendments]

R.S., c. 32 (2nd Supp.).

Pension Benefits Standards Act, 1985

145 [Amendments]

146 [Amendments]

147 [Amendments]

148 [Amendments]

Transitional Provisions

149 Section 4.2, paragraph 67(1)(b.3) and subsections 101(1), (2.01), (2.1), (3.1) and (5.1) of the *Bankruptcy and Insolvency Act*, as enacted by sections 133 to 135, apply only in respect of proceedings that are commenced under that Act on or after the day on which that section, subsection or paragraph, as the case may be, comes into force.

150 Section 11.001, subsections 11.02(1) and 11.2(5) and sections 11.9 and 18.6 of the *Companies' Creditors Arrangement Act*, as enacted by sections 136 to 140, apply only in respect of proceedings that are commenced under that Act on or after

L.R., ch. C-36.

Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

136 [Modifications]

137 [Modifications]

138 [Modifications]

139 [Modifications]

140 [Modifications]

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F).

Loi canadienne sur les sociétés par actions

141 [Modifications]

142 [Modifications]

143 [Modifications]

144 [Modifications]

L.R., ch. 32 (2^e suppl.).

Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension

145 [Modifications]

146 [Modifications]

147 [Modifications]

148 [Modifications]

Dispositions transitoires

149 L'article 4.2, l'alinéa 67(1)b.3) et les paragraphes 101(1), (2.01), (2.1), (3.1) et (5.1) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, édictés par les articles 133 à 135, ne s'appliquent qu'à l'égard des procédures intentées sous le régime de cette loi à la date d'entrée en vigueur de l'article, de l'alinéa ou du paragraphe, selon le cas, ou par la suite.

150 L'article 11.001, les paragraphes 11.02(1) et 11.2(5) et les articles 11.9 et 18.6 de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, édictés par les articles 136 à 140, ne s'appliquent qu'à l'égard des procédures intentées sous le régime de cette loi à la date d'entrée en

the day on which that section or subsection, as the case may be, comes into force.

Coordinating Amendments

151 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

152 (1) Sections 133 to 140 and 142 and subsection 143(1) come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Order in council

(2) Subsections 143(2) and (3) and section 144 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the first day on which both section 142 and subsection 143(1) are in force.

Order in council

(3) Subsections 145(2) and (3) and section 147 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Sections 133 to 140 in force November 1, 2019, see SI/2019-90.]

DIVISION 6

R.S., c. C-8.

Canada Pension Plan

Amendments to the Act

153 [Amendments]

154 [Amendments]

Coming into Force

January 1, 2020

155 This Division comes into force on January 1, 2020.

DIVISION 7

R.S., c. O-9.

Old Age Security Act

156 [Amendments]

vigueur de l'article ou du paragraphe, selon le cas, ou par la suite.

Dispositions de coordination

151 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

152 (1) Les articles 133 à 140 et 142 et le paragraphe 143(1) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

(2) Les paragraphes 143(2) et (3) et l'article 144 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 142 ni à celle du paragraphe 143(1).

Décret

(3) Les paragraphes 145(2) et (3) et l'article 147 entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Articles 133 à 140 en vigueur le 1^{er} novembre 2019, voir TR/2019-90.]

SECTION 6

L.R., ch. C-8.

Régime de pensions du Canada

Modification de la loi

153 [Modifications]

154 [Modifications]

Entrée en vigueur

1^{er} janvier 2020

155 La présente section entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

SECTION 7

L.R., ch. O-9.

Loi sur la sécurité de la vieillesse

156 [Modifications]

DIVISION 8

Non-permitted Surplus

R.S., c. C-17.

Canadian Forces Superannuation Act

157 [Amendments]

R.S., c. P-36.

Public Service Superannuation Act

158 [Amendments]

R.S., c. R-11.

Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act

159 [Amendments]

DIVISION 9

Regulatory Modernization

SUBDIVISION A

R.S., c. B-3; 1992, c. 27, s. 2.

Bankruptcy and Insolvency Act

160 [Amendments]

161 [Amendments]

SUBDIVISION B

R.S., c. E-4.

Electricity and Gas Inspection Act

162 [Amendments]

SECTION 8

Surplus non autorisé

L.R., ch. C-17.

Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes

157 [Modifications]

L.R., ch. P-36.

Loi sur la pension de la fonction publique

158 [Modifications]

L.R., ch. R-11.

Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada

159 [Modifications]

SECTION 9

Modernisation de la réglementation

SOUS-SECTION A

L.R., ch. B-3; 1992, ch. 27, art. 2.

Loi sur la faillite et l'insolvabilité

160 [Modifications]

161 [Modifications]

SOUS-SECTION B

L.R., ch. E-4.

Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz

162 [Modifications]

SUBDIVISION C

R.S., c. F-27.

Food and Drugs Act

Amendments to the Act

163 [Amendments]

164 [Amendments]

165 [Amendments]

166 [Amendments]

167 [Amendments]

168 [Amendments]

169 [Amendments]

170 [Amendments]

171 [Amendments]

172 [Amendments]

173 [Amendments]

174 [Amendments]

175 [Amendments]

176 [Amendments]

177 [Amendments]

178 [Amendments]

179 [Amendments]

Transitional Provisions

Clinical trials — certain drugs

180 A person that, immediately before the coming into force of section 166, is authorized under Division 5 of Part C of the *Food and Drug Regulations* to sell or import a drug for the purposes of a clinical trial is deemed to be the holder, in respect of that drug, of an authorization referred to in section 3.1 of the *Food and Drugs Act*, as enacted by that section 166.

SOUS-SECTION C

L.R., ch. F-27.

Loi sur les aliments et drogues

Modification de la loi

163 [Modifications]

164 [Modifications]

165 [Modifications]

166 [Modifications]

167 [Modifications]

168 [Modifications]

169 [Modifications]

170 [Modifications]

171 [Modifications]

172 [Modifications]

173 [Modifications]

174 [Modifications]

175 [Modifications]

176 [Modifications]

177 [Modifications]

178 [Modifications]

179 [Modifications]

Dispositions transitoires

Essai clinique — certaines drogues

180 La personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 166, est autorisée à vendre ou à importer, pour les besoins d'un essai clinique, une drogue sous le régime du titre 5 de la partie C du *Règlement sur les aliments et drogues* est réputée être titulaire, à l'égard de cette drogue, d'une autorisation visée à l'article 3.1 de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par cet article 166.

Studies — positron-emitting radiopharmaceuticals

181 A person that, immediately before the coming into force of section 166, is authorized under Division 3 of Part C of the *Food and Drug Regulations* to sell or import a positron-emitting radiopharmaceutical for the purposes of a study is deemed to be the holder, in respect of that positron-emitting radiopharmaceutical, of an authorization referred to in section 3.1 of the *Food and Drugs Act*, as enacted by that section 166.

Clinical trials — natural health products

182 A person that, immediately before the coming into force of section 166, is authorized under Part 4 of the *Natural Health Products Regulations* to sell or import a natural health product for the purposes of a clinical trial is deemed to be the holder, in respect of that natural health product, of an authorization referred to in section 3.1 of the *Food and Drugs Act*, as enacted by that section 166.

Investigational testing — certain medical devices

183 A person that, immediately before the coming into force of section 166, is authorized under Part 3 of the *Medical Devices Regulations* to sell or import a Class II, III or IV medical device for investigational testing is deemed to be the holder, in respect of the device, of an authorization referred to in section 3.1 of the *Food and Drugs Act*, as enacted by that section 166.

Coming into Force

Order in council

***184** Subsections 163(2) and (4), section 166 and subsections 168(2), 172(2), (7) and (8), 173(2), 174(2) and 175(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Subsections 163(2) and (4), section 166 and subsections 168(2), 172(2), (7) and (8), 173(2), 174(2) and 175(2) in force May 23, 2020, see SI/2020-39.]

SUBDIVISION D

R.S., c. I-3.

Importation of Intoxicating Liquors Act

185 [Amendments]

Étude — produits pharmaceutiques radioactifs émetteurs de positrons

181 La personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 166, est autorisée à vendre ou à importer, pour les besoins d'une étude, un produit pharmaceutique radioactif émetteur de positrons, sous le régime du titre 3 de la partie C du *Règlement sur les aliments et drogues* est réputée être titulaire, à l'égard de ce produit, d'une autorisation visée à l'article 3.1 de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par cet article 166.

Essai clinique — produits de santé naturels

182 La personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 166, est autorisée à vendre ou à importer, pour les besoins d'un essai clinique, un produit de santé naturel au titre de la partie 4 du *Règlement sur les produits de santé naturels* est réputée être titulaire, à l'égard de ce produit, d'une autorisation visée à l'article 3.1 de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par cet article 166.

Essai expérimental — certains instruments médicaux

183 La personne qui, immédiatement avant l'entrée en vigueur de l'article 166, est autorisée à vendre ou à importer, pour les besoins d'un essai expérimental, un instrument médical de classe II, III ou IV en vertu de la partie 3 du *Règlement sur les instruments médicaux* est réputée être titulaire, à l'égard de cet instrument, d'une autorisation visée à l'article 3.1 de la *Loi sur les aliments et drogues*, édicté par cet article 166.

Entrée en vigueur

Décret

***184** Les paragraphes 163(2) et (4), l'article 166 et les paragraphes 168(2), 172(2), (7) et (8), 173(2), 174(2) et 175(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Paragraphes 163(2) et (4), article 166 et paragraphes 168(2), 172(2), (7) et (8), 173(2), 174(2) et 175(2) en vigueur le 23 mai 2020, voir TR/2020-39.]

SOUS-SECTION D

L.R., ch. I-3.

Loi sur l'importation des boissons enivrantes

185 [Modifications]

186 [Amendments]

187 [Amendments]

188 [Amendments]

189 [Amendments]

SUBDIVISION E

R.S., c. P-19.

Precious Metals Marking Act

190 [Amendments]

SUBDIVISION F

R.S., c. T-10.

Textile Labelling Act

191 [Amendments]

SUBDIVISION G

R.S., c. W-6.

Weights and Measures Act

Amendments to the Act

192 [Amendments]

193 [Amendments]

194 [Amendments]

195 [Amendments]

196 [Amendments]

Coming into Force

May 20, 2019 or royal assent

***197 Section 196 comes into force on the later of May 20, 2019 and the day on which this Act receives royal assent.**

* [Note: Section 196 in force on assent June 21, 2019.]

186 [Modifications]

187 [Modifications]

188 [Modifications]

189 [Modifications]

SOUS-SECTION E

L.R., ch. P-19.

Loi sur le poinçonnage des métaux précieux

190 [Modifications]

SOUS-SECTION F

L.R., ch. T-10.

Loi sur l'étiquetage des textiles

191 [Modifications]

SOUS-SECTION G

L.R., ch. W-6.

Loi sur les poids et mesures

Modification de la loi

192 [Modifications]

193 [Modifications]

194 [Modifications]

195 [Modifications]

196 [Modifications]

Entrée en vigueur

20 mai 2019 ou sanction

***197 L'article 196 entre en vigueur le 20 mai 2019 ou, si elle est postérieure, à la date de sanction de la présente loi.**

* [Note : Article 196 en vigueur à la sanction le 21 juin 2019.]

SUBDIVISION H

R.S., c. 24 (3rd Suppl.), Part III.

Hazardous Materials Information Review Act

Amendments to the Act

198 [Amendments]

199 [Amendments]

200 [Amendments]

201 [Amendments]

202 [Amendments]

203 [Amendments]

204 [Amendments]

205 [Amendments]

Transitional Provisions

Definitions

206 The following definitions apply in sections 207 to 210.

affected party has the meaning assigned by subsection 10(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act* as that subsection read immediately before the day on which subsection 198(1) of this Act comes into force. (*partie touchée*)

Chief Screening Officer has the meaning assigned by subsection 10(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act* as that subsection read immediately before the day on which subsection 198(1) of this Act comes into force. (*agent de contrôle en chef*)

commencement day means the day on which section 201 comes into force. (*date de référence*)

Pending claims for exemption

207 A claim for exemption under the *Hazardous Materials Information Review Act* that, immediately before the commencement day, was pending before the Chief Screening Officer or before a screening officer assigned under paragraph 12(1)(b) of that Act, as that paragraph read

SOUS-SECTION H

L.R., ch. 24 (3^e suppl.), partie III.

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses

Modification de la loi

198 [Modifications]

199 [Modifications]

200 [Modifications]

201 [Modifications]

202 [Modifications]

203 [Modifications]

204 [Modifications]

205 [Modifications]

Dispositions transitoires

Définitions

206 Les définitions qui suivent s'appliquent aux articles 207 à 210.

agent de contrôle en chef S'entend au sens du paragraphe 10(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 198(1) de la présente loi. (*Chief Screening Officer*)

date de référence Date d'entrée en vigueur de l'article 201. (*commencement day*)

partie touchée S'entend au sens du paragraphe 10(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 198(1) de la présente loi. (*affected party*)

Demandes pendantes

207 Toute demande de dérogation présentée en vertu de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* qui, immédiatement avant la date de référence, est pendante devant l'agent de contrôle en chef ou devant un agent de contrôle chargé, au titre de

immediately before the commencement day, to review the claim and the safety data sheet or label to which it relates is to be taken up before the Minister of Health and continued in accordance with that Act as it reads on that day.

Appeals

208 An appeal that was filed, before the commencement day, in accordance with section 20 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as that section read immediately before the commencement day, is continued in accordance with sections 20 to 27 and 43 and 44 of that Act as those sections read immediately before that day.

Liability

209 Section 50 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as that section read immediately before the day on which section 205 of this Act comes into force, continues to apply to members of an appeal board who are exercising their powers or performing their duties or functions in relation to an appeal that is continued under section 208 of this Act.

Representations

210 If, before the commencement day, a notice was published in the *Canada Gazette* in accordance with paragraph 12(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, as that paragraph read immediately before that day, and section 201 of this Act comes into force before the end of the period specified in the notice, an affected party that wishes to make written representations with respect to the claim for exemption in question and the safety data sheet or label to which it relates may, within the period specified in the notice but on or after the commencement day, make those representations to the Minister of Health.

Coordinating Amendments

211 [Amendments]

212 [Amendments]

l'alinéa 12(1)b) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* dans sa version antérieure à la date de référence, d'étudier la demande et la fiche de données de sécurité ou l'étiquette en cause, est poursuivie devant le ministre de la Santé conformément à la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* dans sa version à la date de référence.

Appels

208 Les appels qui ont été déposés avant la date de référence conformément à l'article 20 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, dans sa version antérieure à cette date, sont poursuivis conformément aux articles 20 à 27, 43 et 44 de cette loi dans leur version antérieure à cette date.

Responsabilité

209 L'article 50 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 205 de la présente loi, continue de s'appliquer aux membres d'une commission d'appel qui exercent leurs attributions relativement à un appel qui est poursuivi en vertu de l'article 208 de la présente loi.

Avis

210 Si un avis est publié avant la date de référence dans la *Gazette du Canada* conformément à l'alinéa 12(1)a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, dans sa version antérieure à cette date, et que l'article 201 de la présente loi entre en vigueur avant la fin du délai qui est spécifié dans l'avis, la partie touchée qui veut présenter des observations par écrit sur la demande de dérogation et la fiche de données de sécurité ou l'étiquette en cause peut, à partir de la date de référence et jusqu'à l'expiration du délai spécifié dans l'avis, présenter ses observations au ministre de la Santé.

Dispositions de coordination

211 [Modifications]

212 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

'213 The provisions of this Subdivision, other than sections 206 to 212, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: The provisions of Subdivision H, other than sections 206 to 212, in force March 18, 2020, *see* SI/2020-20.]

SUBDIVISION I

1996, c. 10.

Canada Transportation Act

Amendments to the Act

214 [Amendments]

215 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

'216 Section 215 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 215 in force June 10, 2020, *see* SI/2020-38.]

SUBDIVISION J

2002, c. 28.

Pest Control Products Act

217 [Amendments]

218 [Amendments]

219 [Amendments]

SUBDIVISION K

2005, c. 20.

Quarantine Act

220 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

'213 Les dispositions de la présente sous-section, à l'exception des articles 206 à 212, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

* [Note : Les dispositions de la sous-section H, à l'exception des articles 206 à 212, en vigueur le 18 mars 2020, *voir* TR/2020-20.]

SOUS-SECTION I

1996, ch. 10.

Loi sur les transports au Canada

Modification de la loi

214 [Modifications]

215 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

'216 L'article 215 entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Article 215 en vigueur le 10 juin 2020, *voir* TR/2020-38.]

SOUS-SECTION J

2002, ch. 28.

Loi sur les produits antiparasitaires

217 [Modifications]

218 [Modifications]

219 [Modifications]

SOUS-SECTION K

2005, ch. 20.

Loi sur la mise en quarantaine

220 [Modifications]

SUBDIVISION L

2009, c. 24.

Human Pathogens and Toxins Act

221 [Amendments]

DIVISION 10

R.S., c. R-10.

Royal Canadian Mounted Police Act

Amendments to the Act

222 [Amendments]

Transitional Provision

Continuation of members

223 If an Order entitled *Order in Council Establishing the Interim Management Advisory Board for the Royal Canadian Mounted Police and Setting Out Its Mandate* is made before the day on which section 45.19 of the *Royal Canadian Mounted Police Act*, as enacted by section 222 of this Act, comes into force, each member of the Interim Management Advisory Board for the Royal Canadian Mounted Police established by that Order who holds office immediately before the day on which that section 45.19 comes into force continues in office, as if they had been appointed under that section 45.19, for the remainder of the term for which they had been appointed.

Coming into Force

Order in council

224 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Division 10 in force July 10, 2019, see SI/2019-64.]

SOUS-SECTION L

2009, ch. 24.

Loi sur les agents pathogènes humains et les toxines

221 [Modifications]

SECTION 10

L.R., ch. R-10.

Loi sur la Gendarmerie royale du Canada

Modification de la loi

222 [Modifications]

Disposition transitoire

Maintien en poste

223 Si le décret intitulé *Décret constituant le Conseil consultatif intérimaire de gestion de la Gendarmerie royale du Canada et précisant son mandat* est pris avant la date d'entrée en vigueur de l'article 45.19 de la *Loi sur la Gendarmerie royale du Canada*, édicté par l'article 222 de la présente loi, les membres du Conseil consultatif intérimaire de gestion de la Gendarmerie royale du Canada, constitué par ce décret, qui sont en fonction à l'entrée en vigueur de cet article 45.19, continuent d'exercer leur charge jusqu'à l'expiration de leur mandat comme s'ils avaient été nommés en vertu de cet article 45.19.

Entrée en vigueur

Décret

224 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note: Section 10 en vigueur le 10 juillet 2019, voir TR/2019-64.]

DIVISION 11

R.S., c. P-14.

Pilotage Act

Amendments to the Act

225 [Amendments]

226 [Amendments]

227 [Amendments]

228 [Amendments]

229 [Amendments]

230 [Amendments]

231 [Amendments]

232 [Amendments]

233 [Amendments]

234 [Amendments]

235 [Amendments]

236 [Amendments]

237 [Amendments]

238 [Amendments]

239 [Amendments]

240 [Amendments]

241 [Amendments]

242 [Amendments]

243 [Amendments]

244 [Amendments]

245 [Amendments]

246 [Amendments]

247 [Amendments]

248 [Amendments]

249 [Amendments]

250 [Amendments]

SECTION 11

L.R., ch. P-14.

Loi sur le pilotage

Modification de la loi

225 [Modifications]

226 [Modifications]

227 [Modifications]

228 [Modifications]

229 [Modifications]

230 [Modifications]

231 [Modifications]

232 [Modifications]

233 [Modifications]

234 [Modifications]

235 [Modifications]

236 [Modifications]

237 [Modifications]

238 [Modifications]

239 [Modifications]

240 [Modifications]

241 [Modifications]

242 [Modifications]

243 [Modifications]

244 [Modifications]

245 [Modifications]

246 [Modifications]

247 [Modifications]

248 [Modifications]

249 [Modifications]

250 [Modifications]

251 [Amendments]

252 [Amendments]

253 [Amendments]

254 [Amendments]

255 [Amendments]

256 [Amendments]

257 [Amendments]

258 [Amendments]

Transitional Provisions

Non-application — subsection 3(3.2)

259 Subsection 3(3.2) of the *Pilotage Act*, as enacted by section 227 of this Act, does not apply to the Chairperson or to any member of a Pilotage Authority on the day on which section 227 of this Act comes into force during the remainder of their term of appointment.

Tariff regulations

260 Regulations made by a Pilotage Authority with the approval of the Governor in Council under section 33 of the *Pilotage Act*, as that section read immediately before the day on which section 238 of this Act comes into force, remain in effect until the day on which pilotage charges established by the Pilotage Authority in accordance with sections 33 to 35 of the *Pilotage Act*, as enacted by section 238 of this Act, take effect.

Licences and pilotage certificates

261 (1) Every licence or pilotage certificate issued by a Pilotage Authority under section 22 of the *Pilotage Act*, as it read immediately before the day on which section 242 of this Act comes into force, that was valid immediately before that day is deemed to have been issued, as applicable, by the Minister of Transport under subsection 38.1(1) or (2) of the *Pilotage Act*, as enacted by section 242 of this Act.

Validity period

(2) Despite subsection 38.4(1) of the *Pilotage Act*, as enacted by section 242 of this Act, the validity period of a licence or pilotage certificate referred

251 [Modifications]

252 [Modifications]

253 [Modifications]

254 [Modifications]

255 [Modifications]

256 [Modifications]

257 [Modifications]

258 [Modifications]

Dispositions transitoires

Non-application du paragraphe 3(3.2)

259 Le paragraphe 3(3.2) de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 227 de la présente loi, ne s'applique pas au président ni à tout autre membre d'une Administration de pilotage en fonction à la date d'entrée en vigueur de l'article 227 de la présente loi, jusqu'à la fin de leur mandat en cours.

Règlements sur les tarifs

260 Les règlements pris par une Administration de pilotage avec l'approbation du gouverneur en conseil sous le régime de l'article 33 de la *Loi sur le pilotage*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 238 de la présente loi, demeurent en vigueur jusqu'à la date à laquelle les redevances de pilotage établies en vertu des articles 33 à 35 de la *Loi sur le pilotage*, édictés par l'article 238 de la présente loi, par l'Administration prennent effet.

Brevets et certificats de pilotage

261 (1) Le brevet ou le certificat de pilotage qui a été délivré par une Administration de pilotage en vertu de l'article 22 de la *Loi sur le pilotage*, dans sa version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 242 de la présente loi, et qui est valide avant cette date, est réputé avoir été délivré par le ministre des Transports en vertu de l'un des paragraphes 38.1(1) ou (2) de la *Loi sur le pilotage*, édictés par l'article 242 de la présente loi.

Période de validité

(2) Malgré le paragraphe 38.4(1) de la *Loi sur le pilotage*, édicté par l'article 242 de la présente loi, le brevet ou le certificat de pilotage mentionné au

to in subsection (1) ends one year after the day on which section 242 of this Act comes into force.

Pending applications

262 An application for a licence or pilotage certificate that is pending on the day on which section 242 of this Act comes into force is deemed to be an application under subsection 38.1(1) or (2) of the *Pilotage Act*, as enacted by section 242 of this Act, but the qualifications to be met by the applicant are the qualifications that were prescribed by the relevant regulations as they read immediately before the day on which section 242 of this Act comes into force.

Pending hearings

263 Hearings pending before a Pilotage Authority immediately before the day on which section 242 of this Act comes into force are to be continued before the Authority in accordance with the *Pilotage Act*, as it read immediately before that day.

Fines

264 For greater certainty, starting on the day on which section 252 of this Act comes into force, fines collected under the *Pilotage Act* are no longer to be paid to the relevant Pilotage Authority.

Repeal of regulations — section 20 *Pilotage Act*

265 (1) Beginning on the day on which section 235 of this Act comes into force, the Governor in Council may repeal regulations made under section 20 of the *Pilotage Act*, as that section read immediately before that day.

Repeal of regulations — section 33 *Pilotage Act*

(2) Beginning on the day on which section 238 of this Act comes into force, the Governor in Council may repeal regulations made under section 33 of the *Pilotage Act*, as that section read immediately before that day.

Consequential Amendments

R.S., c. A-12.

Arctic Waters Pollution Prevention Act

266 [Amendments]

paragraphe (1) cesse d'être valide un an après la date d'entrée en vigueur de l'article 242 de la présente loi.

Demandes en traitement

262 La demande de brevet ou de certificat de pilotage en traitement à la date d'entrée en vigueur de l'article 242 de la présente loi est réputée être une demande présentée en vertu de l'un des paragraphes 38.1(1) ou (2) de la *Loi sur le pilotage*, édictés par l'article 242 de la présente loi, mais les conditions que doit remplir le demandeur sont celles exigées par les règlements applicables dans leur version antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 242 de la présente loi.

Demandes en instance

263 Les audiences qui sont en instance devant une Administration de pilotage à la date d'entrée en vigueur de l'article 242 de la présente loi sont poursuivies devant l'Administration de pilotage conformément à la *Loi sur le pilotage* dans sa version antérieure à cette date.

Amendes

264 Il est entendu que les amendes perçues sous le régime de la *Loi sur le pilotage* ne sont plus payables à l'Administration de pilotage en cause à partir de la date d'entrée en vigueur de l'article 252 de la présente loi.

Abrogation de règlements — article 20 de la *Loi sur le pilotage*

265 (1) À compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 235 de la présente loi, le gouverneur en conseil peut abroger les règlements pris en vertu de l'article 20 de la *Loi sur le pilotage*, dans sa version antérieure à cette date.

Abrogation de règlements — article 33 de la *Loi sur le pilotage*

(2) À compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 238 de la présente loi, le gouverneur en conseil peut abroger les règlements pris en vertu de l'article 33 de la *Loi sur le pilotage*, dans sa version antérieure à cette date.

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-12.

Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

266 [Modifications]

2001, c. 29.

Transportation Appeal Tribunal of Canada Act

267 [Amendments]

Coordinating Amendment

268 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

269 (1) Subject to subsections (2) to (5), the provisions of this Division, other than sections 259 to 265 and 268, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Order in council

(2) Subsections 225(1) and (4) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which subsection 225(3) comes into force.

Order in council

(3) Subsection 225(5) comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which subsection 225(3) comes into force.

Order in council

(4) Section 242 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which section 241 comes into force.

Order in council

(5) Section 251 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which section 252 comes into force.

* [Note: Subsections 225(2) and (3) and sections 226 to 232, 234, 239, 240, 243 to 246, 258 and 266 in force August 7, 2019, *see* SI/2019-83; sections 236, 241, 249, 252 to 254, 256 and 267 in force April 1, 2020, *see* SI/2020-32; subsection 225(5) and sections 238, 247, 248 and 257 in force June 4, 2020, *see* SI/2020-40.]

2001, ch. 29.

Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada

267 [Modifications]

Disposition de coordination

268 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

269 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), les dispositions de la présente section, à l'exception des articles 259 à 265 et 268, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Décret

(2) Les paragraphes 225(1) et (4) entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 225(3).

Décret

(3) Le paragraphe 225(5) entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur du paragraphe 225(3).

Décret

(4) L'article 242 entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 241.

Décret

(5) L'article 251 entre en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'article 252.

* [Note: Paragraphes 225(2) et (3), articles 226 à 232, 234, 239, 240, 243 à 246, 258 et 266 en vigueur le 7 août 2019, *voir* TR/2019-83; articles 236, 241, 249, 252 à 254, 256 et 267 en vigueur le 1^{er} avril 2020, *voir* TR/2020-32; paragraphe 225(5) et articles 238, 247, 248 et 257 en vigueur le 4 juin 2020, *voir* TR/2020-40.]

DIVISION 12

Security Screening Services
Commercialization

Security Screening Services
Commercialization Act

270 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. A-2.

Aeronautics Act

271 [Amendments]

272 [Amendments]

273 [Amendments]

274 [Amendments]

275 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

276 [Amendments]

1996, c. 10.

Canada Transportation Act

277 [Amendments]

2015, c. 20, s. 11.

Secure Air Travel Act

278 [Amendments]

Coming into Force

Transfer date

279 ***(1)** Sections 16 to 23 and 44 to 46 and subsection 47(1) of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as enacted by section 270 of this Act, come into force on the *transfer date*, as defined in subsection 2(1) of the *Security Screening Services Commercialization Act*.

* [Note: Sections 16 to 23 and 44 to 46 and subsection 47(1) of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as enacted by section 270, not in force.]

SECTION 12

Commercialisation des services de
contrôle de sûreté

Loi sur la commercialisation des
services de contrôle de sûreté

270 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-2.

Loi sur l'aéronautique

271 [Modifications]

272 [Modifications]

273 [Modifications]

274 [Modifications]

275 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

276 [Modifications]

1996, ch.10.

Loi sur les transports au Canada

277 [Modifications]

2015, ch. 20, art. 11.

Loi sur la sûreté des déplacements aériens

278 [Modifications]

Entrée en vigueur

Date de cession

279 ***(1)** Les articles 16 à 23 et 44 à 46 et le paragraphe 47(1) de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*, édictés par l'article 270 de la présente loi, entrent en vigueur à la *date de cession*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*.

* [Note: Articles 16 à 23 et 44 à 46 et paragraphe 47(1) de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*, édictés par l'article 270, non en vigueur.]

Transfer date

***(2) Sections 271 to 275, 277 and 278 of this Act come into force on the *transfer date*, as defined in subsection 2(1) of the *Security Screening Services Commercialization Act*.**

* [Note: Sections 271 to 275, 277 and 278 not in force.]

Canada Gazette

(3) The Minister of Transport must publish in the *Canada Gazette* a notice of the *transfer date*, as defined in subsection 2(1) of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as soon as feasible after that date.

Order in council

***(4) Sections 14, 24 and 37 to 42 of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as enacted by section 270 of this Act, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 14, 24 and 37 to 42 of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as enacted by section 270, not in force.]

Dissolution date

***(5) Section 276 of this Act comes into force on the day fixed by order under section 63 of the *Security Screening Services Commercialization Act*, as enacted by section 270 of this Act.**

* [Note: Section 276 not in force.]

DIVISION 13

2014, c. 29, s. 2.

Aviation Industry Indemnity Act

- 280 [Amendments]**
- 281 [Amendments]**
- 282 [Amendments]**
- 283 [Amendments]**
- 284 [Amendments]**
- 285 [Amendments]**
- 286 [Amendments]**
- 287 [Amendments]**

Date de cession

***(2) Les articles 271 à 275, 277 et 278 de la présente loi entrent en vigueur à la *date de cession*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*.**

* [Note: Articles 271 à 275, 277 et 278 non en vigueur.]

Gazette du Canada

(3) Le ministre des Transports publie, dans la *Gazette du Canada*, un avis de la *date de cession*, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté* dès que possible après cette date.

Décret

***(4) Les articles 14, 24 et 37 à 42 de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*, édictée par l'article 270 de la présente loi, entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note: Articles 14, 24 et 37 à 42 de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*, édictés par l'article 270, non en vigueur.]

Date de dissolution

***(5) L'article 276 de la présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret en application de l'article 63 de la *Loi sur la commercialisation des services de contrôle de sûreté*, édictée par l'article 270 de la présente loi.**

* [Note: Article 276 non en vigueur.]

SECTION 13

2014, ch. 29, art. 2.

Loi sur l'indemnisation de l'industrie aérienne

- 280 [Modifications]**
- 281 [Modifications]**
- 282 [Modifications]**
- 283 [Modifications]**
- 284 [Modifications]**
- 285 [Modifications]**
- 286 [Modifications]**
- 287 [Modifications]**

288 [Amendments]

289 [Amendments]

DIVISION 14

2001, c. 29.

Transportation Appeal Tribunal of Canada Act

290 [Amendments]

DIVISION 15

Immigration and Citizenship Representation or Advice

Purpose of Division

291 The purpose of this Division is to maintain the integrity of Canada's immigration and citizenship system.

Enactment of Act

292 [Amendments]

Related Amendments

R.S., c. C-29.

Citizenship Act

293 [Amendments]

294 [Amendments]

295 [Amendments]

2001, c. 27.

Immigration and Refugee Protection Act

296 [Amendments]

297 [Amendments]

Consequential Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

298 [Amendments]

288 [Modifications]

289 [Modifications]

SECTION 14

2001, ch. 29.

Loi sur le Tribunal d'appel des transports du Canada

290 [Modifications]

SECTION 15

Représentation ou conseil en matière d'immigration et de citoyenneté

Objet de la présente section

291 L'objet de la présente section est de préserver l'intégrité du système canadien d'immigration et de citoyenneté.

Édiction de la loi

292 [Modifications]

Modifications connexes

L.R., ch. C-29.

Loi sur la citoyenneté

293 [Modifications]

294 [Modifications]

295 [Modifications]

2001, ch. 27.

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

296 [Modifications]

297 [Modifications]

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

298 [Modifications]

R.S., c. P-21.

Privacy Act

299 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

300 (1) Section 292 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

* [Note: Section 292 not in force.]

Order in council

(2) Section 293 and subsections 296(1) to (3) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day that is fixed under subsection (1).

* [Note: Section 293 and subsections 296(1) to (3) not in force.]

Date of continuance or order in council

(3) Sections 298 and 299 come into force on the date of continuance, as defined in section 83 of the *College of Immigration and Citizenship Consultants Act*, or on the day on which an order made under section 86 of that Act comes into force.

* [Note: Sections 298 and 299 not in force.]

DIVISION 16

2001, c. 27.

Immigration and Refugee Protection Act

Amendments to the Act

301 [Amendments]

302 [Amendments]

303 [Amendments]

304 [Amendments]

305 [Amendments]

306 [Amendments]

307 [Amendments]

308 [Amendments]

L.R., ch. P-21.

Loi sur la protection des renseignements personnels

299 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

300 (1) L'article 292 entre en vigueur à la date fixée par décret.

* [Note : Article 292 non en vigueur.]

Décret

(2) L'article 293 et les paragraphes 296(1) à (3) entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date visée au paragraphe (1).

* [Note : Article 293 et paragraphes 296(1) à (3) non en vigueur.]

Date de prorogation ou arrêté

(3) Les articles 298 et 299 entrent en vigueur à la date de prorogation, au sens de l'article 83 de la *Loi sur le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté*, ou à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté pris au titre de l'article 86 de cette loi.

* [Note : Articles 298 et 299 non en vigueur.]

SECTION 16

2001, ch. 27.

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

Modification de la loi

301 [Modifications]

302 [Modifications]

303 [Modifications]

304 [Modifications]

305 [Modifications]

306 [Modifications]

307 [Modifications]

308 [Modifications]

308.1 [Amendments]

Transitional Provisions

Prior claim for refugee protection made to another country

309 If a Bill introduced in the 1st session of the 42nd Parliament and entitled the *Budget Implementation Act, 2019, No. 1* receives royal assent, paragraph 101(1)(c.1) of the *Immigration and Refugee Protection Act*

(a) does not apply to a claim for refugee protection made before the day on which the Bill is introduced; and

(b) applies to a claim for refugee protection made during the period beginning on the day on which the Bill is introduced and ending on the day on which it receives royal assent, unless, as of the day on which it receives royal assent, substantive evidence has been heard by the Refugee Protection Division in respect of the claim or that Division has allowed the claim without a hearing.

Coordinating Amendments

310 [Amendments]

DIVISION 17

R.S., c. F-7; 2002, c. 8, s. 14.

Federal Courts Act

311 [Amendments]

DIVISION 18

R.S., c. N-11.

National Housing Act

312 [Amendments]

308.1 [Modifications]

Dispositions transitoires

Demandes d'asile faites à un autre pays

309 Si le projet de loi intitulé *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2019* et déposé au cours de la 1^{re} session de la 42^e législature reçoit la sanction royale, l'alinéa 101(1)c.1) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* :

a) ne s'applique pas aux demandes d'asile faites avant la date du dépôt de ce projet de loi;

b) s'applique aux demandes d'asile faites au cours de la période commençant à cette date et se terminant à la date de la sanction de ce projet de loi, sauf celles à l'égard desquelles, à cette dernière date, la Section de la protection des réfugiés a entendu des éléments de preuve testimoniale de fond et celles qu'elle a acceptées sans la tenue d'une audience.

Dispositions de coordination

310 [Modifications]

SECTION 17

L.R., ch. F-7; 2002, ch. 8, art. 14.

Loi sur les Cours fédérales

311 [Modifications]

SECTION 18

L.R., ch. N-11.

Loi nationale sur l'habitation

312 [Modifications]

DIVISION 19

National Housing Strategy Act

Enactment of Act

313 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***314 This Division comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 19 in force July 9, 2019, see SI/2019-62.]

DIVISION 20

Poverty Reduction Act

Enactment of Act

315 [Amendments]

Repeal

316 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***317 Sections 9 to 12 of the *Poverty Reduction Act*, as enacted by section 315 of this Act, come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Sections 9 to 12 of the *Poverty Reduction Act*, as enacted by section 315, in force July 9, 2019, see SI/2019-58.]

DIVISION 21

2005, c. 21; 2017, c. 20, s. 270.

Veterans Well-being Act

Amendments to the Act

318 [Amendments]

319 [Amendments]

320 [Amendments]

SECTION 19

Loi sur la stratégie nationale sur le logement

Édiction de la loi

313 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***314 La présente section entre en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Section 19 en vigueur le 9 juillet 2019, voir TR/2019-62.]

SECTION 20

Loi sur la réduction de la pauvreté

Édiction de la loi

315 [Modifications]

Abrogation

316 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***317 Les articles 9 à 12 de la *Loi sur la réduction de la pauvreté*, édictés par l'article 315 de la présente loi, entrent en vigueur à la date fixée par décret.**

* [Note : Articles 9 à 12 de la *Loi sur la réduction de la pauvreté*, édictés par l'article 315, en vigueur le 9 juillet 2019, voir TR/2019-58.]

SECTION 21

2005, ch. 21; 2017, ch. 20, art. 270.

Loi sur le bien-être des vétérans

Modification de la loi

318 [Modifications]

319 [Modifications]

320 [Modifications]

321 [Amendments]

Coming into Force

July 5, 2019

322 This Division comes into force or is deemed to have come into force on July 5, 2019.

DIVISION 22

Student Loans

R.S., c. S-23.

Canada Student Loans Act

323 [Amendments]

324 [Amendments]

1994, c. 28.

Canada Student Financial Assistance Act

325 [Amendments]

326 [Amendments]

Coming into Force

November 1, 2019

327 This Division comes into force on November 1, 2019.

DIVISION 23

2000, c. 32.

Canada National Parks Act

Amendments to the Act

328 [Amendments]

329 [Amendments]

330 [Amendments]

331 [Amendments]

332 [Amendments]

321 [Modifications]

Entrée en vigueur

5 juillet 2019

322 La présente section entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur le 5 juillet 2019.

SECTION 22

Prêts aux étudiants

L.R., ch. S-23.

Loi fédérale sur les prêts aux étudiants

323 [Modifications]

324 [Modifications]

1994, ch. 28.

Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants

325 [Modifications]

326 [Modifications]

Entrée en vigueur

1^{er} novembre 2019

327 La présente section entre en vigueur le 1^{er} novembre 2019.

SECTION 23

2000, ch. 32.

Loi sur les parcs nationaux du Canada

Modification de la loi

328 [Modifications]

329 [Modifications]

330 [Modifications]

331 [Modifications]

332 [Modifications]

Coming into Force

Order in council

***333 Sections 328 to 331 come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be before the day on which the agreement between the Government of Canada and the Government of the Northwest Territories in relation to the transfer of administration and control of the lands for the establishment of Thaidene Nene National Park Reserve of Canada comes into effect.**

* [Note: Sections 328 to 331 in force September 4, 2019, see SI/2019-95.]

DIVISION 24

1998, c. 31.

Parks Canada Agency Act

Amendments to the Act

334 [Amendments]

Coming into Force

April 1, 2021

335 This Division comes into force on April 1, 2021.

DIVISION 25

Various Measures Related to Indigenous Matters

SUBDIVISION A

Department of Indigenous Services Act

Enactment of Act

336 [Amendments]

Entrée en vigueur

Décret

***333 Les articles 328 à 331 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'accord conclu entre le gouvernement du Canada et celui des Territoires du Nord-Ouest relatif au transfert de la gestion et de la maîtrise des terres pour la création de la réserve à vocation de parc national Thaidene Nene du Canada.**

* [Note : Articles 328 à 331 en vigueur le 4 septembre 2019, voir TR/2019-95.]

SECTION 24

1998, ch. 31.

Loi sur l'Agence Parcs Canada

Modification de la loi

334 [Modifications]

Entrée en vigueur

1^{er} avril 2021

335 La présente section entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

SECTION 25

Mesures diverses en matière autochtone

SOUS-SECTION A

Loi sur le ministère des Services aux Autochtones

Édition de la loi

336 [Modifications]

Coming into Force

Order in council — July 15, 2019

336.1 This Subdivision comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but no later than July 15, 2019.

* [Note: Subdivision A in force July 15, 2019.]

SUBDIVISION B

Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act

Enactment of Act

337 [Amendments]

Coming into Force

Order in council — July 15, 2019

337.1 This Subdivision comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but no later than July 15, 2019.

* [Note: Subdivision B in force July 15, 2019.]

SUBDIVISION C

Transitional Provisions, Consequential Amendments, Coordinating Amendments and Repeal

Transitional Provisions

Indigenous Services

Minister

338 (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of State styled Minister of Indigenous Services is deemed, as of that day, to be the minister referred to in section 4 of the *Department of Indigenous Services Act*, as enacted by section 336.

Deputy Minister

(2) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Special Adviser to the Minister of

Entrée en vigueur

Décret : 15 juillet 2019

336.1 La présente sous-section entre en vigueur à la date fixée par décret, mais au plus tard le 15 juillet 2019.

* [Note : Sous-section A en vigueur le 15 juillet 2019.]

SOUS-SECTION B

Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

Édiction de la loi

337 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret : 15 juillet 2019

337.1 La présente sous-section entre en vigueur à la date fixée par décret, mais au plus tard le 15 juillet 2019.

* [Note : Sous-section B en vigueur le 15 juillet 2019.]

SOUS-SECTION C

Dispositions transitoires, modifications corrélatives, dispositions de coordination et abrogation

Dispositions transitoires

Services aux Autochtones

Ministre

338 (1) La personne occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, la charge de ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux autochtones est, à compter de cette date, réputée être le ministre visé à l'article 4 de la *Loi sur le ministère des Services aux Autochtones*, édictée par l'article 336 de la présente loi.

Sous-ministre

(2) La personne occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, la charge de conseiller spécial de la ministre des Services aux

Indigenous Services, styled as Deputy Minister of Indigenous Services, is deemed to have been appointed on that day under section 5 of the *Department of Indigenous Services Act*, as enacted by section 336, as the Deputy Minister of Indigenous Services.

Persons who occupy a position

(3) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of any person who, immediately before the day on which this section comes into force, occupies or is assigned to a position in the Department of Indigenous Services Canada, except that the person, as of that day, occupies or is assigned to their position in the Department of Indigenous Services.

Transfer of appropriations

339 Any amount that is appropriated by an Act of Parliament for the fiscal year in which this section comes into force to defray the expenditures of the public service of Canada within the Department of Indigenous Services Canada and that is unexpended on the day on which this section comes into force is deemed to be an amount appropriated to defray the expenditures of the public service of Canada within the Department of Indigenous Services.

Validation of acts and decisions

340 Any act taken or decision or determination — including any approval given in relation to the issuance of a licence — made by the person who holds the office of Minister of State styled Minister of Indigenous Services during the period beginning on November 30, 2017 and ending on the day on which section 336 comes into force is deemed, to the extent that it would have been valid under the *Department of Indigenous Services Act*, as enacted by that section 336, or any other Act of Parliament, to have been validly taken or made under the *Department of Indigenous Services Act* or that other Act of Parliament, as the case may be.

Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs

Minister of Crown-Indigenous Relations

341 (1) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of Indian Affairs and Northern Development is deemed, as of that day, to be the minister referred to in section 4 of the

autochtones portant le titre de sous-ministre des Services aux autochtones est réputée avoir été nommée à cette date, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Services aux Autochtones*, édictée par l'article 336 de la présente loi, sous-ministre des Services aux Autochtones.

Titulaires d'un poste

(3) La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, occupent un poste — ou y sont affectées — au sein du ministère des Services aux Autochtones Canada, à la différence près que, à compter de cette date, elles occupent leur poste — ou y sont affectées — au sein du ministère des Services aux Autochtones.

Transfert de crédits

339 Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits, aux dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Services aux Autochtones Canada sont, à compter de cette date, réputées être affectées aux dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Services aux Autochtones.

Validation des actes et décisions

340 Les actes accomplis et les décisions — notamment les approbations données à l'égard de permis délivrés — prises par la personne occupant la charge de ministre d'État portant le titre de ministre des Services aux autochtones pendant la période commençant le 30 novembre 2017 et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 336 sont, dans la mesure de leur validité au regard de la *Loi sur le ministère des Services aux Autochtones*, édictée par cet article 336, ou de toute autre loi fédérale, réputés fondés sur la *Loi sur le ministère des Services aux Autochtones* ou cette autre loi fédérale, selon le cas.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Ministre des Relations Couronne-Autochtones

341 (1) La personne occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, la charge de ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est, à compter de cette date, réputée être le ministre visé à l'article 4 de la *Loi sur le*

Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act, as enacted by section 337.

Minister of Northern Affairs

(2) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Minister of State to assist the Minister of Indian Affairs and Northern Development is deemed, as of that day, to be the minister referred to in subsection 11(1) of the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act*, as enacted by section 337.

Deputy Minister

(3) Any person who holds, immediately before the day on which this section comes into force, the office of Deputy Minister of Indian Affairs and Northern Development is deemed to have been appointed on that day under section 5 of the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act*, as enacted by section 337, as the Deputy Minister of Crown-Indigenous Relations.

Persons who occupy a position

(4) Nothing in this Act is to be construed as affecting the status of any person who, immediately before the day on which this section comes into force, occupies or is assigned to a position in the Department of Indian Affairs and Northern Development, except that the person, as of that day, occupies or is assigned to their position in the Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs.

Transfer of appropriations

342 Any amount that is appropriated by an Act of Parliament for the fiscal year in which this section comes into force to defray the expenditures of the public service of Canada within the Department of Indian Affairs and Northern Development and that is unexpended on the day on which this section comes into force is deemed to be an amount appropriated for defraying the expenditures of the public service of Canada within the Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs.

Validation of acts and decisions — Crown-Indigenous Relations

343 Any act taken or decision or determination — including any approval given in relation to the issuance of a licence — made by the person who

ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, édictée par l'article 337 de la présente loi.

Ministre des Affaires du Nord

(2) La personne occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, la charge de ministre d'État délégué auprès du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est, à compter de cette date, réputée être le ministre visé au paragraphe 11(1) de la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord*, édictée par l'article 337 de la présente loi.

Sous-ministre

(3) La personne occupant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, la charge de sous-ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien est réputée avoir été nommée à cette date, en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord*, édictée par l'article 337 de la présente loi, sous-ministre des Relations Couronne-Autochtones.

Titulaires d'un poste

(4) La présente loi ne change rien à la situation des personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent article, occupent un poste — ou y sont affectées — au sein du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, à la différence près que, à compter de cette date, elles occupent leur poste — ou y sont affectées — au sein du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.

Transfert de crédits

342 Les sommes affectées — et non déboursées —, pour l'exercice en cours à la date d'entrée en vigueur du présent article, par toute loi de crédits, aux dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sont, à compter de cette date, réputées être affectées aux dépenses de l'administration publique fédérale à l'égard du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord.

Validation des actes et décisions : relations Couronne-Autochtones

343 Les actes accomplis et les décisions — notamment les approbations données à l'égard de permis délivrés — prises par la personne

holds the office of Minister of Indian Affairs and Northern Development during the period beginning on November 30, 2017 and ending on the day on which section 337 comes into force is deemed, to the extent that it would have been valid under the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act*, as enacted by that section 337, or any other Act of Parliament, to have been validly taken or made under the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act* or that other Act of Parliament, as the case may be.

Validation of acts and decisions — Northern Affairs

344 Any act taken or decision or determination — including any approval given in relation to the issuance of a licence — made by the person who holds the office of Minister of State to assist the Minister of Indian Affairs and Northern Development during the period beginning on November 30, 2017 and ending on the day on which section 337 comes into force is deemed, to the extent that it would have been valid under the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act*, as enacted by that section 337, or any other Act of Parliament, to have been validly taken or made under the *Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Act* or that other Act of Parliament, as the case may be.

References and Regulations

References — certain agreements

345 (1) On the day on which section 337 comes into force, every reference to the Minister of Indian Affairs and Northern Development or Department of Indian Affairs and Northern Development in a land claims, specific claim or self-government agreement is, unless the context requires otherwise, to be read as a reference to the Minister of Crown-Indigenous Relations or Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs, as the case may be.

References — other documents

(2) On the day on which both sections 336 and 337 come into force, every reference to the Minister of Indian Affairs and Northern Development or Department of Indian Affairs and Northern Development in any contract, instrument or act, agreement — other than an agreement referred to in subsection (1) — or other document is, unless the context requires otherwise, to be read as a reference to the Minister of Crown-Indigenous

occupant la charge de ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pendant la période commençant le 30 novembre 2017 et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 337 de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord*, édictée par cet article 337, ou de toute autre loi fédérale, réputés fondés sur la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord* ou cette autre loi fédérale, selon le cas.

Validation des actes et décisions : Affaires du Nord

344 Les actes accomplis et les décisions — notamment les approbations données à l'égard de permis délivrés — prises par la personne occupant la charge de ministre d'État délégué auprès du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pendant la période commençant le 30 novembre 2017 et se terminant à la date d'entrée en vigueur de l'article 337 de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord*, édictée par cet article 337, ou de toute autre loi fédérale, réputés fondés sur la *Loi sur le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord* ou cette autre loi fédérale, selon le cas.

Mentions et règlements

Mentions dans certains accords

345 (1) Sauf indication contraire du contexte, à l'entrée en vigueur de l'article 337, dans les accords sur les revendications territoriales, sur les revendications particulières ou sur l'autonomie gouvernementale, la mention du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien vaut mention du ministre des Relations Couronne-Autochtones ou du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord, selon le cas.

Mentions dans d'autres documents

(2) Sauf indication contraire du contexte, à l'entrée en vigueur des articles 336 et 337, dans les contrats, actes, accords — autres que ceux visés au paragraphe (1) — ou autres documents, la mention du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien vaut mention du ministre des Relations Couronne-Autochtones, du ministre des Affaires du Nord, du ministre

Relations, Minister of Northern Affairs, Minister of Indigenous Services, Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs or Department of Indigenous Services, as the case may be.

Regulations

346 The Governor in Council may make any regulations that the Governor in Council considers necessary to provide for any other transitional matter arising from the coming into force of this Act.

Consequential Amendments

R.S., c. A-1.

Access to Information Act

347 [Amendments]

348 [Amendments]

349 [Amendments]

R.S., c. F-11.

Financial Administration Act

350 [Amendments]

351 [Amendments]

352 [Amendments]

353 [Amendments]

354 [Amendments]

355 [Amendments]

356 [Amendments]

R.S., c. I-5.

Indian Act

357 [Amendments]

358 [Amendments]

R.S., c. P-21.

Privacy Act

359 [Amendments]

360 [Amendments]

361 [Amendments]

des Services aux Autochtones, du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord ou du ministère des Services aux Autochtones, selon le cas.

Règlements

346 Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements qu'il estime nécessaires en ce qui concerne toute autre mesure transitoire qui découle de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Modifications corrélatives

L.R., ch. A-1.

Loi sur l'accès à l'information

347 [Modifications]

348 [Modifications]

349 [Modifications]

L.R., ch. F-11.

Loi sur la gestion des finances publiques

350 [Modifications]

351 [Modifications]

352 [Modifications]

353 [Modifications]

354 [Modifications]

355 [Modifications]

356 [Modifications]

L.R., ch. I-5.

Loi sur les Indiens

357 [Modifications]

358 [Modifications]

L.R., ch. P-21.

Loi sur la protection des renseignements personnels

359 [Modifications]

360 [Modifications]

361 [Modifications]

R.S., c. S-3.

Salaries Act

362 [Amendments]

R.S., c. W-4.

Dominion Water Power Act

363 [Amendments]

1991, c. 30.

Public Sector Compensation Act

364 [Amendments]

365 [Amendments]

1994, c. 35.

Yukon First Nations Self-Government Act

366 [Amendments]

1991, c. 50; 2001, c. 4, s. 10.

Federal Real Property and Federal Immovables Act

367 [Amendments]

2013, c. 7.

First Nations Financial Transparency Act

368 [Amendments]

369 [Amendments]

2014, c. 38.

Indian Act Amendment and Replacement Act

370 [Amendments]

Terminology

371 [Amendments]

372 [Amendments]

373 [Amendments]

374 [Amendments]

375 [Amendments]

L.R., ch. S-3.

Loi sur les traitements

362 [Modifications]

L.R., ch. W-4.

Loi sur les forces hydrauliques du Canada

363 [Modifications]

1991, ch. 30.

Loi sur la rémunération du secteur public

364 [Modifications]

365 [Modifications]

1994, ch. 35.

Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon

366 [Modifications]

1991, ch. 50; 2001, ch. 4, art. 10.

Loi sur les immeubles fédéraux et les biens réels fédéraux

367 [Modifications]

2013, ch. 7.

Loi sur la transparence financière des Premières Nations

368 [Modifications]

369 [Modifications]

2014, ch. 38.

Loi sur la modification et le remplacement de la Loi sur les Indiens

370 [Modifications]

Modifications terminologiques

371 [Modifications]

372 [Modifications]

373 [Modifications]

374 [Modifications]

375 [Modifications]

Coordinating Amendments

376 [Amendments]

377 [Amendments]

378 [Amendments]

379 [Amendments]

380 [Amendments]

381 [Amendments]

Repeal

382 [Amendments]

Coming into Force

Order in council — July 15, 2019

***383 (1) This Subdivision, except for subsections 368(2) and 369(2) and sections 376 to 381, comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but no later than July 15, 2019.**

Order in council

(2) Subsections 368(2) and 369(2) come into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council, but that day must not be earlier than the day on which subsections 368(1) and 369(1) come into force.

* [Note: Subdivision C, except for subsections 368(2) and 369(2) and sections 376 to 381, in force July 15, 2019.]

SUBDIVISION D

Various Amendments

1999, c. 24.

First Nations Land Management Act

384 [Amendments]

2005, c. 48.

First Nations Oil and Gas and Moneys Management Act

385 [Amendments]

Dispositions de coordination

376 [Modifications]

377 [Modifications]

378 [Modifications]

379 [Modifications]

380 [Modifications]

381 [Modifications]

Abrogation

382 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret : 15 juillet 2019

***383 (1) La présente sous-section, à l'exception des paragraphes 368(2) et 369(2) et des articles 376 à 381, entre en vigueur à la date fixée par décret, mais au plus tard le 15 juillet 2019.**

Décret

(2) Les paragraphes 368(2) et 369(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur des paragraphes 368(1) et 369(1).

* [Note : Sous-section C, à l'exception des paragraphes 368(2) et 369(2) et des articles 376 à 381, en vigueur le 15 juillet 2019.]

SOUS-SECTION D

Modifications diverses

1999, ch. 24.

Loi sur la gestion des terres des premières nations

384 [Modifications]

2005, ch. 48.

Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières Nations

385 [Modifications]

2018, c. 27, s. 675.

Addition of Lands to Reserves and Reserve Creation Act

386 [Amendments]

DIVISION 26

Federal Prompt Payment for
Construction Work Act

Enactment of Act

387 [Amendments]

Coming into Force

Order in council

***388 This Division comes into force on a day to
be fixed by order of the Governor in Council.**

* [Note: Division 26 not in force.]

2018, ch. 27, art. 675.

Loi sur l'ajout de terres aux réserves et la création de
réserves

386 [Modifications]

SECTION 26

Loi fédérale sur le paiement rapide
des travaux de construction

Édiction de la loi

387 [Modifications]

Entrée en vigueur

Décret

***388 La présente section entre en vigueur à la
date fixée par décret.**

* [Note: Section 26 non en vigueur.]

SCHEDULE 1

(Section 101)

[Amendments]

ANNEXE 1

(article 101)

[Modifications]

SCHEDULE 2

(Section 178)

[Amendments]

ANNEXE 2

(article 178)

[Modifications]

SCHEDULE 3

(Section 179)

[Amendments]

ANNEXE 3

(article 179)

[Modifications]

SCHEDULE 4

(Section 315)

[Amendments]

ANNEXE 4

(article 315)

[Modifications]